

FEDECHOSSES

POUR LE FEDERALISME



Fédéchoses - *F050*

1985 / 2-3

50

MILAN

100 000 dans la rue pour l'union européenne





FEDECHOSSES
POUR LE FEDERALISME
PRESSE FEDERALISTE
26 RUE SALA - 69002
LYON

Directeur de la publication
 J.L. PREVEL

Comité de rédaction
 J.F. BILLION
 F. BLANCHARD
 C. CABOCEL
 J.M. DUBOS
 A.M. GORDIANI
 B. LESFARGUES
 J.P. PASDELOUP
 C. REVEYRAND
 B. SAINT-GAL

Imprimerie BRESSAUD

Commission paritaire 56256



A Milan, le 30 Juin 1985, plus de 100 000 citoyens européens, militants fédéralistes venus de tous les horizons mais aussi militants de tous partis, syndicats, mouvements associatifs, ont réclamé **l'Union européenne maintenant** à l'occasion de la réunion du Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement. Cette manifestation d'une ampleur sans précédent a démontré que le peuple européen était capable d'exprimer, y compris dans la rue, une volonté politique cohérente et que le projet de Traité d'Union européenne adopté par le Parlement européen bénéficiait d'un réel soutien populaire.

En cette rentrée ceux qui savent l'importance du progrès vers l'unification politique de l'Europe pour résoudre les problèmes concrets du jour tels que le chômage, le développement des technologies de pointe, la lutte contre les disparités régionales ne peuvent manquer d'être agacés par les péripéties qui font aujourd'hui la une de la presse.

"Je conteste la raison d'Etat qui dans une démocratie ne doit pas exister"(1) disait François Mitterrand en 1979. Les récents développements de l'affaire Greenpeace montrent à l'évidence que dans un monde d'Etats souverains, quel que soit le gouvernement ou le régime, espérer se soustraire à la raison d'Etat est aussi vain que de vouloir échapper, en sautant du deuxième étage de la Tour Eiffel, à la loi de la gravitation universelle.

Durant les mois qui viennent, en France les médias vont être saturés par la préparation des élections législatives et les militants européens devront se garder de ne pas se piquer au jeu. En effet il ne faut pas perdre de vue que l'enjeu est ailleurs, dans la lutte pour le projet de Traité d'Union européenne. Rester dans le cadre de l'Etat-national aujourd'hui c'est jouer perdant. Les Socialistes, en France viennent, avec l'affaire Greenpeace, d'en faire l'amère expérience : dans un monde d'Etats souverains c'est toujours la raison d'Etat qui gagne.

FEDECHOSSES

(1) Le Monde du 27.09.85 - P.6

MILAN,

UNE JOURNEE EXTRAORDINAIRE

Ce ne sont pas moins de cent mille personnes, venues de toutes les régions d'Italie et d'Europe qui ont participé à la première manifestation de masse du peuple européen. Deux très longs cortèges, colorés, joyeux, résonnant de chants et de slogans dans toutes les langues européennes, qui ont parcouru le centre de Milan dans la matinée du samedi 29 Juin sous les vivats des milanais.

Partis l'un de la Porte de Venise et l'autre de la Porte de Gênes, les deux cortèges, ont conflué vers la Place du Dôme.

Sur la tribune montée face à la Cathédrale, sous une immense banderole "**Chiediamo Europa**", attendaient les orateurs. Tandis que les bannières des communes, des provinces et des régions se regroupaient autour de l'estrade et que la place se couvrait de banderoles et de drapeaux, les nombreux parlementaires et personnalités politiques qui avaient voulu manifester leur soutien défilaient en cortège sous la bannière du Mouvement Fédéraliste ou avec les représentants de leur propre organisation et se regroupaient aux côtés de l'estrade.

Vice-président de l'Union européenne des fédéralistes, **Francesco Rossolillo**, avant même d'introduire les orateurs, a salué les participants et a remercié toutes les composantes de la vie politique et sociale italienne, et en tout premier lieu les administrations communale et provinciale de Milan et de la région lombarde, dont l'aide avait été déterminante pour le succès de la manifestation.

Il a également adressé un message de bienvenue particulièrement chaleureux à tous ceux qui avaient dû affronter un voyage long et fatigant pour être présents à Milan.

Les représentants de la " force fédéraliste ", qui par leur engagement ont contribué à garantir le succès de la mobilisation dans sa dimension supranationale, ont rappelé la volonté de lutte du peuple européen dans une brève

LE TRAITE D'UNION EUROPEENNE

Si l'on devait résumer en une phrase le contenu de ce Traité, on reprendrait les propos d'Altiero Spinelli * et on dirait : " Le projet de Traité d'Union Européenne est la seule réponse politiquement et intellectuellement valable à la paralysie dans laquelle se trouve aujourd'hui l'Europe".

En effet, l'Europe s'enlise chaque jour un peu plus dans des querelles dépassées et des Institutions impuissantes.

Le mérite de ce Traité est de rajeunir ceux existant, de simplifier leur lecture et d'actualiser le rôle des institutions en leur reconnaissant une primauté salutaire.

L'originalité du projet réside dans sa double nature. De par son contenu, il s'agit d'une véritable constitution et de par sa forme, il devient un Traité international.

Le système institutionnel est conçu pour permettre tout à la fois d'utiliser, selon les besoins, la méthode de l'action commune et celle de la coopération.

Ainsi le Parlement Européen et le Conseil des Ministres sont les deux branches de l'autorité législative ; la Commission de l'Union devient le véritable pouvoir exécutif ; le Conseil Européen est essentiellement chargé de la coopération et la Cour de Justice voit ses pouvoirs élargis dans le cadre de compétences plus profondes.

Lorsque ce Traité d'Union Européenne sera accepté et ratifié, l'Europe fera un bond en avant considérable.

Alain Réguillon

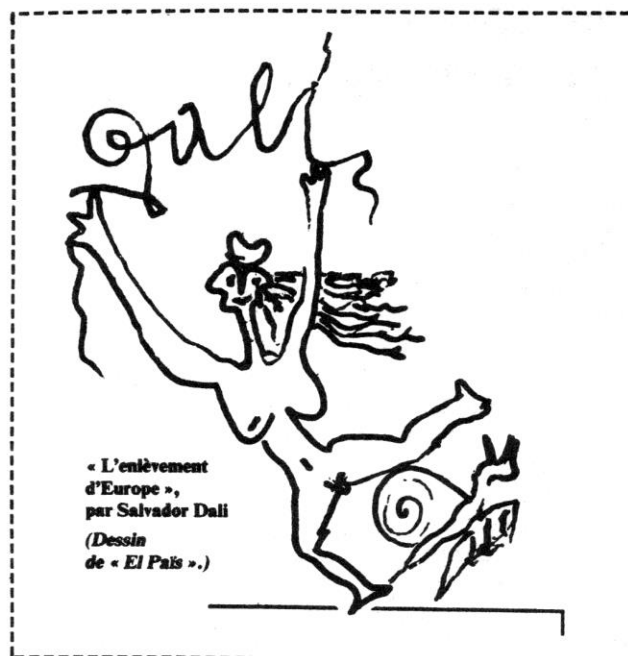
* Altiero Spinelli est l'inspirateur du projet de Traité et le Coordinateur de la Commission institutionnelle du Parlement Européen.

allocution, chacun dans sa langue respective : **John Pinder**, président de l'U.E.F. en anglais, **Joseph Hoffmann**, Président du Conseil des Communes et des Régions d'Europe, en allemand, **Pierre Vanbergen**, président de l'association Européenne des Enseignants, en flamand, et **Gaston Thorn**, président du Mouvement Européen International, en français.

Le maire de Milan, **Carlo Tognoli**, en apportant le salut de sa ville, a souligné l'urgence d'une conférence intergouvernementale des Etats intéressés au nouveau Traité d'Union européenne " non pour abandonner les partenaires les plus faibles, mais pour le courage de les entraîner." La région lombarde s'est, elle, exprimée par la voix de son président, **Giuseppe Guzzetti**, qui face à la foule immense massée place du Dôme pour réclamer l'Union européenne maintenant, a rappelé " notre position n'est pas utopique, mais une réalité historique ; est utopique par contre une Europe qui se divise sur le prix de quelques produits agricoles et n'affronte pas les problèmes cruciaux de notre temps".

"Aujourd'hui je peux vous faire une annonce - a dit en substance le Président du Parlement européen Pierre Pflimlin dans son discours - "la lutte pour l'Europe continuera et le Parlement européen sera à vos côtés. J'espère que d'ici à ce soir les Chefs d'Etat et de Gouvernements comprendront qu'il est temps de prendre des décisions et sauront qu'ils seront jugés sévèrement. Faire l'Europe, a-t'il ajouté, équivaut à faire une Révolution, une chose entièrement nouvelle. L'Europe que nous voulons n'est pas celle des bureaucrates, des technocrates, des parlementaires, mais celle des peuples".

Le ministre **Giovanni Spadolini**, parlant au nom du gouvernement italien, a déclaré entre autre, "s'il est en Italie une ville qui plus qu'une autre peut lancer un appel à l'Europe fédérale, c'est bien Milan la ville qui a habitué les italiens à "penser en européens". Notre appel est identique à celui qui inspira en août 1943 dans cette même ville la création du Movimento Federalista Europeo. Nous voulons un gouvernement



unique, une monnaie unique, une défense unique".

Après l'allocution de clôture de **Mario Albertini**, président du M.F.E. italien qui devait déclarer " la manifestation de Milan a marqué un tournant historique dans le processus d'unification européenne, car pour la première fois le peuple européen, dans toutes ses expressions politiques et sociales, est descendu dans l'arène ", la manifestation elle-même s'est dispersée, de nombreux manifestants se rendant près du château où se réunissait le Sommet, au Parc Sempione, où les attendait, plus tard, la fête de l'Europe.

QUELQUES LEÇONS POUR LUXEMBOURG

La manifestation de Milan a été très certainement un succès y compris du point de vue de la participation. Tous les journaux, et non seulement la presse italienne, l'ont souligné, souvent avec surprise.

Mais qui était à Milan ? Comment a-t-il été possible de réunir les "plus de cent mille personnes" qui ont formé les deux cortèges imposants qui ont convergé vers la cathédrale?

Avant tout il faut noter que le Movimento Federalista Europeo italien a su relever le défi qu'il s'était posé à son congrès de Cagliari et

qu'il s'est mobilisé, faisant preuve d'une ardeur extraordinaire à tous les niveaux. A Cagliari les fédéralistes italiens s'étaient engagés à "mettre dans la rue" cinquante mille personnes de façon à ce que leur mobilisation soit de toute façon suffisante à assurer le succès de la manifestation.

La jeunesse des manifestants a été un autre point fort de la manifestation. C'est ce qu'a noté avec surprise **Bernard Brigouleix** dans le Monde du 2 Juillet : "on a vu, à l'appel du Mouvement Fédéraliste Européen, se rassembler à Milan, autour de la cathédrale, une foule dont le nombre et l'ardeur communautaire ont surpris, sans parler de l'âge souvent tendre de ces quelques cent mille manifestants, venus de toute la C.E.E."

Le troisième point important à noter, pour ce qui concerne directement les fédéralistes, a été leur mobilisation dans toute l'Europe. C'est ainsi que nous devons rappeler plus particulièrement les dix cars venus de Madrid et de Barcelone,

le train de Bruxelles, les cars de l'Allemagne et de France, la présence significative des anglais, danois, suisses, hollandais et autrichiens.

En ce qui concerne plus particulièrement la France, il faut mentionner les manifestants venus de Besançon, avec l'appui de leur municipalité, ceux amenés par les maisons de l'Europe (et en particulier celles de Bordeaux, Nîmes, Nice, Montpellier, Salon et Douai), ceux de la J.E.F. France venus par wagons complets de Paris et pour notre région ceux mobilisés par le Conseil des Communes et des Régions d'Europe et les comités de jumelage partis en plusieurs cars de Lyon mais venus de plusieurs villes comme Vienne, Feyzin, Oullins, Modane...

Bardong, membre du comité fédéral de l'U.E.F. et parlementaire européen allemand a pu dire à Milan qu'une nouvelle U.E.F. était née ; c'est un point supplémentaire sur lequel il faudra réfléchir.

Après les fédéralistes et les européens il est important d'en venir aux "autres". Depuis le Congrès de Cagliari des fédéralistes italiens



On peut reconnaître sur cette photo de la tribune Pierre Pflimlin, président du P.E. mais également, de gauche à droite, Giovanni Spadolini représentant le gouvernement italien, Gaston Thorn président du Mouvement Européen international ainsi que Josef Hoffmann Président du C.C.R.E.



les contacts avaient été pris avec toutes les forces politiques de ce pays et elles avaient toutes exprimé (du parti communiste et des radicaux et écologistes aux démocrates chrétiens et aux libéraux) leur soutien.

Il apparaît cependant que la foule des participants à la manifestation n'avait pas été mobilisée directement par les partis.

La foule de Milan a été mobilisée avant tout par le mouvement des collectivités locales (plus de 300 communes et provinces italiennes étaient représentées avec leur propre bannière) et par des organisations sociales spontanées (la liste des adhésions à la manifestation représentaient plus de 20 pages de notre format). L'importante participation des collectivités locales est due pour une grande part à l'effort du C.C.R.E. (nous reproduisons ailleurs dans ce numéro l'appel pour l'Union européenne qu'il avait adressé aux chefs d'Etat et de gouvernement, dans le Monde). Mais ce qui a permis d'effectuer un saut quantitatif dans la participation a été la présence massive de groupes religieux, culturels, sociaux, sportifs et associatifs non directement affiliés à la politique traditionnelle par le

biais des partis. Ils représentaient en fait, la richesse de la société européenne dans ses différentes composantes, qui a finalement vu dans la manifestation la possibilité de s'exprimer politiquement en dehors des liens rigides et étouffants de la politique nationale. Là où, en France, a pu être menée une telle approche, comme à Feyzin par exemple, elle a également été couronnée de succès.

Cela explique encore le sens de la joie et de la fête qu'avaient les deux cortèges, applaudis fréquemment par le peuple milanais massé sur leur passage.

**RENDEZ-VOUS TOUS A LUXEMBOURG
LES 2 et 3 DECEMBRE !**

DE TOKYO, GENEVE ... A TORONTO :

UN VENT D'ESPOIR ET D'APPROBATION POUR L'UNION EUROPEENNE

Les fédéralistes européens ont depuis déjà quelques temps établi des sections " hors Europe " parmi des citoyens européens vivant sur d'autres continents. C'est ainsi que **Bettino Craxi**, premier ministre italien et président en exercice du Conseil de la C.E.E. avait pu avoir la surprise de leur accueil ces derniers mois aussi bien à **Buenos Aires** qu'à **Boston** ; une telle section est en cours de création à New-York.

A Tokyo a été créé il y a déjà quelques mois un Comité de Soutien au Traité d'Union européenne qui regroupe principalement des citoyens européens résidant au Japon. Il a fait entendre sa voix à l'occasion de Milan. Des circulaires et des informations ont été envoyées aux personnalités et sociétés européennes installées au Japon, les correspondants de presse ont été contactés et un message a pu être envoyé à **Bettino Craxi** rappelant "la nécessité urgente que le Conseil européen convoque une Conférence sur l'Union européenne, sur la base du Projet de Traité approuvé par le Parlement européen, amorçant ainsi les procédures de sa ratification " et insistant sur le droit du Parlement européen, ce représentant légitime du peuple de la Communauté, tant de participer aux travaux que d'en approuver le texte final [de la Conférence].

Aux U.S.A. ou au Canada ce sont les fédéralistes mondialistes ou ceux qui limitent leur ambition à une "Union des démocraties", qui ont pris pleinement conscience de l'importance

de la lutte pour l'Union européenne, comme première étape dans ces directions. Les fédéralistes canadiens viennent de consacrer la moitié de leur bulletin à Milan et ses suites, les américains d'adopter une motion qui reconnaît entre autre " l'importance historique du **Projet de Traité établissant l'Union européenne** adopté par le Parlement européen et attendant sa ratification rapide ... apporte un chaud soutien à l'action de l'U.E.F. et des autres organisations européennes qui travaillent à ce but... prend note du succès des manifestations de masse de Milan et apporte son soutien à celles prévues à Luxembourg pour hâter la ratification du Traité d'Union européenne".

* * *

Mêmes dans les milieux traditionnellement moins bien intentionnés à notre égard l'espoir se lève et l'approbation est manifeste. La presse dans et hors de la C.E.E. a accordé une place notable à Milan et à notre manifestation. Il suffit d'en donner un exemple, l'excellent article **L'Europe existe** publié dans **La Tribune de Genève** du 1er juillet (repris ci-contre). Il est significatif que plus de 100 pages de notre format aient été nécessaires pour publier une revue de la " couverture de presse " de notre manifestation dans la presse italienne et quelques grands quotidiens européens.

L'Europe existe

Jusqu'en 1848, un seul des délégués des cantons, siégeant ad referendum à la Diète fédérale, pouvait bloquer toute décision. Mais les bouleversements révolutionnaires de l'époque permirent aux progressistes, devenus majoritaires au sein de la Confédération, d'effacer la paralysante règle de l'unanimité: au prix d'une courte guerre civile, la Suisse épousa son siècle.

Les Européens ont derrière eux leurs guerres civiles mais d'autres périls les menacent: déjà écartelés politiquement entre l'Est et l'Ouest, ils risquent de manquer l'express technologique lancé à toute vitesse par leurs concurrents japonais et américains.

Mais rien ne vaut la constance d'un danger extérieur pour concentrer les esprits: hier les hordes de Staline, aujourd'hui la révolution des ordinateurs. Voilà comment il faut interpréter l'historique décision majoritaire intervenue, samedi soir, dans la vénérable capitale lombarde à l'issue du Sommet de la Communauté européenne: ceux qui glosent, geignent ou ricanent sur le prétendu «échec de Milan» souffrent d'amnésie historique.

Or donc, les six «pères fondateurs» du Marché commun, auxquels s'est jointe la courageuse Danco, ont jeté les bases d'une véritable union politique de l'Europe, passant outre aux objections des Britanniques, Danois et autres Hellènes. Mais, si ce mouvement s'avère irréversible, gageons que ceux-ci finiront par s'accrocher au convoi, d'autant que l'Espagne et le Portugal ne manqueront pas, dès l'an prochain, de rejoindre le camp des novateurs, histoire de rattraper le temps perdu.

Milan a marqué aussi la naissance de l'Europe technologique que les chefs d'Etat et de gouvernements des «Dix», poussés, voire débordés par leurs capitaines d'industrie, ont décidé — loin du sectarisme — d'ouvrir généreusement aux Suisses, aux Suédois, aux Autrichiens et aux Norvégiens. A cet égard, les Européens doivent une fière chandelle au président Reagan même si ce Californien, tout entier tourné vers les vastes horizons du Pacifique, n'avait sans doute pas prévu que le Vieux Continent répondrait «Eureka» à son «Initiative de défense stratégique».

Et puis il y a tout ce dont on n'a, cette fois, pas parlé à Milan: les gros et les petits sous, les subventions laitières et le diamètre des essieux de camions. Pour la première fois depuis le fameux Sommet de La Haye, en décembre 1969, lorsque les «Six» ouvrirent les portes du Marché commun au Royaume-Uni, l'Europe communautaire a exclusivement débattu de son destin: non sans divergences ni désaccords, comme cela est normal entre démocraties.

Les cent mille jeunes, qui, mus non par la peur nucléaire de l'An 2000 mais par leur foi en l'avenir, se sont rassemblés «pour l'Europe» aux alentours du château Sforza, ne s'y sont pas trompés: l'Europe des citoyens succéderait-elle enfin à celle des technocrates?

Qu'elle soit à deux vitesses ou à géométrie variable, l'Europe existe. Elle a démontré à Milan qu'elle n'entendait pas mourir...

André NAEF

THE FEDERATOR



News of the Association to Unite the Democracies

Vol. II No. 5

Washington, D.C.

June/July 1985

THE MIRACLE OF MILAN The European Council Takes a Vote Concerning Union

Hans Genscher, Foreign Minister of Germany, has declared that a "miracle" occurred June 29, 1985 at the Milan Summit of the European Community. From the standpoint of history he may well be right.

By a vote of 7 to 3, the Summit decided for an intergovernmental conference to draft amendments to the Treaties of the European Community in order to improve the machinery for making and increasing the powers of the Parliament.

laid out a detailed plan for it. The British government, which had waged a long, hard and at times rather dirty war against European Union, finally smelled victory.

This time, however, something new appeared on the scene. Benelux and Italy said that they were prepared to compromise, but that they would not accept just any compromise. The British government was for majority

Genscher proposal, three of the seven were in agreement with the proposal. Having put aside the emergency procedures which have prevented European integration since the seven were in agreement with the proposal.

CANADIAN WORLD FEDERALIST
A joint publication of the World Federalists of Canada and the World Law Foundation

Towards European Federation
August, 1985
European Community has functioned on the basis of unanimity, giving each member-state a veto. However, when the members of the Council decided this past June to call a summit conference to re-formulate the structure of the European Community on the basis of majority vote, not unanimity, Germany, Italy, Ireland, The Netherlands, Luxembourg, Britain, Greece and Denmark returned to majority voting. A return to majority voting is the first one of the coming changes considered at the summit conference. A date for the summit conference has not yet been decided. Jacques Santer, President of the European Council, has announced that the summit conference will be held in Brussels in the autumn of 1985. A summary of the summit conference is now open to all readers. So far, at a press conference, the summit conference has been described as a

On June 29, 1985 in Milan, Italy the Union of European Federalists led 30,000 Europeans in a massive demonstration calling for a 'United States of Europe'. They were not disappointed! The next day the heads of government of the members of the European Community voted to convene an official conference of the member nations to complete a Treaty of European Union. If successful, this will substantially transform the European Community from a common market to an integrated, federal structure. As the following article points out, the changes will allow the European Community to undertake security policies, speed up completion of the European Council. (Ed. note: readers will find the European Parliament legislative procedure and history of the European Community on page four before

FEYZIN ET RHONE-ALPES A MILAN

Le Comité de Jumelage de Feyzin a mené une importante campagne de mobilisation pour que de nombreux citoyens soient présents à Milan, le 29 Juin à l'appel des mouvements européens, à l'occasion du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement.

Il s'agissait de donner une voix au peuple européen, en affirmant la volonté des citoyens de voir s'effectuer un saut qualitatif et de soutenir les forces politiques favorables à la construction européenne et soucieuses de voir progresser le Traité d'Union européenne.

L'Europe des citoyens nous est chère et nous sommes très satisfaits du résultat de notre action.

Nous avons déplacé 50 personnes, en majorité des jeunes, de notre commune et nous nous sommes inscrits dans la mobilisation du Conseil des Communes et Régions d'Europe Rhône Alpes (au total 120 personnes dont un Député, des Maires, adjoints et responsables de Comités de jumelage).

Nous avons sollicité et obtenu le soutien de notre Municipalité et la présence de son Député Maire.

Nous inspirant de l'appel des Maires de France, nous avons obtenu le soutien de grandes associations socio culturelles de notre ville (Centre de loisirs, Centre Social) ainsi que des prisonniers de guerre et de l'Association des Portugais.

Nous avons largement informé la presse, les radios, les centrales syndicales, les consulats, les entreprises, la chambre de commerce, la paroisse etc... Nous avons organisé un bal pour la journée de l'Europe, avec une association sportive, pour financer en partie l'opération de manière à rendre accessible le voyage en car au maximum de jeunes.

Daniel Hulas



ABONNEMENT

NOM Prénom

Adresse

NORMAL : 30 F

SOUTIEN : 50 F

MÉRITANT : 250 F

— Chèque à l'ordre de « Presse Fédéraliste »

— C.C.P. 2490 82 P LYON.

(nos supplémentaires sur simple demande)

Ce journal vous a intéressé - SOUTENEZ-LE ! DIFFUSEZ-LE AUTOUR DE VOUS

Nous avons commenté maintes fois dans ces colonnes le processus qui a conduit le Parlement européen à élaborer un projet de Traité d'Union européenne.

En février 1984, l'Assemblée mettait la dernière main à son projet. En juin 1985, le Sommet de Milan décidait, par un vote majoritaire et malgré l'opposition virulente de la Grande-Bretagne, du Danemark et de la Grèce, de convoquer une Conférence intergouvernementale pour mettre en chantier cette réorganisation de la Communauté.

Le 9 septembre 1985, la Conférence intergouvernementale s'est ouverte à Luxembourg, et les trois Etats récalcitrants ont finalement décidé de participer à ses travaux.

Il s'agit bien là d'une victoire. Maintenant il faut veiller et obtenir que dans les travaux de la Conférence le Projet de Traité élaboré par le Parlement européen, qui représente véritablement le minimum politico-institutionnel pour rendre efficace le mécanisme communautaire de prise de décision, ne soit ni dénaturé ni édulcoré. Il était donc primordial que le Parlement européen soit étroitement associé aux travaux de la Conférence.

Aussi le 7 septembre 1985, en accord avec **Spinelli**, le président **Pierre Pflimlin** a - t'il écrit au Président du Conseil Luxembourgeois, **Jacques Poos**, également Président de la Conférence intergouvernementale :

"Notre Assemblée s'attend à ce que la Conférence élabore un projet de Traité unique, opérant une réforme institutionnelle profonde prenant en compte le projet qu'elle a elle-même élaboré et approuvé. Le Parlement européen est l'initiateur du projet qui, à travers le Sommet de Fontainebleau, le Comité "Dooge" et le Sommet de Milan, a abouti à la convocation de la Conférence. Il est directement concerné puisque l'accroissement de ses pouvoirs, nécessaire si l'on veut renforcer le caractère démocratique de nos institutions, doit être l'un des éléments essentiels de la réforme. Il serait anormal, dans ces conditions, que le Parlement européen ne soit pas appelé à apporter aux travaux de la Conférence une contribution effective. Des contacts épisodiques ne sauraient y suffire(...)"

Dès le 10 septembre, le Président **Poos** lui répondait : "La Conférence a confirmé vouloir tenir compte du projet de Traité adopté par le Parlement européen le 14 février 1984 (...). La Conférence est d'avis que le Parlement européen doit non seulement avoir connaissance de l'évolution des travaux de la Conférence, mais pouvoir faire valoir son point de vue à leur sujet. Pour ce faire, je vous propose qu'à l'occasion des réunions de la Conférence, les membres de celle-ci vous rencontrent ainsi que les personnalités dont vous souhaiteriez vous faire accompagner. (...) La Conférence est en outre convenue de soumettre au Parlement européen le résultat de ses travaux".

ABONNEZ VOUS

IL FEDERALISTA

rivista di politica

LE FEDERALISTE

revue de politique

THE FEDERALIST

a political review

Direttore: Mario Albertini

Abonnement pour trois numéros par an :
140 F à adresser à :

Presse Fédéraliste 26 rue Sala 69002 LYON

Compte bancaire B.C.C.M. LYON 23.2310 060 55 9

UNE TAUPE AU CONSEIL DES MINISTRES

Coco Ricaud, à qui je prête ma plume, ou qui me prête la sienne, comme on voudra, frétillait à l'idée de formuler sentencieusement son avis sur le feuilleton de l'été : l'affaire Greenpeace. Cet arrière-petit-fils de Joseph Prudhomme, petit-fils de Paul Déroulède et fils de Dupont-Lajoie, s'était vertueusement désintéressé du massacre des bébés phoques dans la mesure où Madame Brigitte Bardot y fourrait le sein et, détestant le poisson, approuvait qu'on se délestât des déchets atomiques dans les poubelles de l'Océan. Et voilà qu'il découvrirait, éberlué, en même temps que la plupart de ses compatriotes, l'existence de Greenpeace et ses manigances au détriment de la contribution scientifique de la France à l'élaboration de l'hiver atomique, autrement dit notre vieille et bonne force de frappe. Une force de frappe tricolore, d'une telle innocuité qu'on pourrait l'expérimenter dans la banlieue parisienne aussi innocemment que sur un atoll du Pacifique, mais qui n'en donne pas moins à réfléchir à MM. Gorbatchev et Reagan, bas les pattes, pas touche, ça sécurise et on en est fier... Le consensus, quoi !

Bref, Coco Ricaud se mit à réfléchir et, par une série de déductions abracadabrantes, découvrit, bien avant Maignon et l'Elysée, le nom du coupable : M. Charles Hernu. Vous riez ? Mais savez-vous bien de quoi il était coupable ? D'avoir donné son aval à la destruction du "Rainbow-Warrior" ? Allons donc ! Ce M. Hernu était un affidé de Greenpeace qui, ayant usurpé l'identité du maire de Villeurbanne, jouait la taupe au sein du gouvernement français, et c'est bien entendu pour donner aux écolos tout l'éclat et toute la publicité qui leur faisaient défaut qu'il avait machiné son coup tordu. Eh oui, fallait y penser !

Redevons sérieux - encore qu'il me semble l'avoir été, à ma façon, par le truchement de Coco Ricaud. M. Hernu est, chez les socialistes français, l'homme par excellence de la "culture de la guerre", et je conseille, à qui ne m'entendrait pas, la lecture de l'étude de Mario Albertini, "Culture de la paix et culture de la guerre" parue dans **Le Fédéraliste** (n°1, XXVIème année).

A ce titre, et dans les fonctions qui étaient les siennes, M. Hernu est un homme dangereux. Particulièrement dangereux. Mais comme il serait de très mauvais goût de s'acharner contre un adversaire dans le malheur-et qui aura peut-être le loisir, désormais, de laisser "germer" en lui de nouvelles idées- je prie le stupide Coco Ricaud de s'effacer et je me permets de citer quelques unes des phrases justes et nobles de M. Denis Langlois que **Le Monde** des 29 et 30 Septembre a publiées sous le titre de "Lettre à un ministre déchu" :

" Non, décidément, Hernu, je ne t'ai jamais beaucoup aimé. Mais ce que j'aime encore moins, c'est la curée qui s'abat aujourd'hui sur toi. Il fallait un bouc émissaire, un pelé, un gâleux dont venait tout le mal : ce fut toi. Comme la foule des citoyens, j'ignore quelle a été ton exacte responsabilité dans cette misérable affaire Greenpeace : perversité ou simple connerie ? Je pencherais pour la seconde hypothèse. On prête toujours trop d'intelligence à ceux qui nous gouvernent.

Alors, vois-tu, Hernu, si demain on te chasse à coups de pierre de ton dernier refuge, si on te pousse au bord du suicide, n'hésite surtout pas à frapper à ma porte. Il y aura toujours une assiette et un lit de camp pour toi. Tu me raconteras tes histoires d'ancien combattant, j'aurai la courtoisie de te dispenser de mes souvenirs d'ancien objecteur de conscience."

Bernard Lesfargues

FÉDÉCHOSES - POUR LE FÉDÉRALISME
26, Rue Sala - 69 002 LYON

DISPENSÉ
DE TIMBRAGE

LYON - PERRACHE
ROUTAGE 206